

I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 29, numéro 1, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703846ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703846ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1998). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 29(1), 127–143. <https://doi.org/10.7202/703846ar>

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(octobre à décembre 1997)

A — Aperçu général

Cette fin d'année 1997 a été marquée par un agenda politique international fortement chargé pour les autorités politiques canadiennes. Le Canada a été diplomatiquement actif sur plusieurs fronts, sa principale victoire étant la signature, après seulement un an de négociation, de la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Cette victoire est d'autant plus importante pour la diplomatie canadienne que cette convention est le fruit d'une nouvelle forme de multilatéralisme qui rallie la population civile, les organisations non gouvernementales et les États.

Un autre dossier a retenu l'attention ce trimestre, celui sur le sommet de l'APEC, qui a été le couronnement de l'Année canadienne pour l'Asie-Pacifique et entraîné dans son sillage plusieurs visites officielles de dirigeants asiatiques. Tenue pour la première fois au Canada, cette activité a reçu une forte publicité médiatique en raison des vives inquiétudes concernant les marchés asiatiques. La Francophonie et le Commonwealth ont également tenu leurs sommets ce trimestre et le Canada a suivi de près, pour l'un, les développements pour la nomination d'un nouveau Secrétaire général et pour l'autre, les décisions entourant les sanctions contre le Nigeria.

Les premiers mois de l'année 1998 ne devraient pas être moins intenses. Outre le processus d'Ottawa par lequel sera fait le suivi du dossier des mines antipersonnel, le Canada fera de ses autres priorités la lutte contre la prolifération des armes légères et la création d'un tribunal pénal international permanent pour juger les criminels de guerre. Le trimestre a d'ailleurs fait l'objet de plusieurs annonces à cet effet.

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

B — Les politiques de défense

1 — La sécurité en Europe, l'OSCE et l'OTAN

Les discussions sur la sécurité en Europe, l'élargissement de l'OTAN et l'avenir de la Force de stabilisation (SFOR) en Bosnie se poursuivaient durant tout le trimestre. Le Secrétaire général de l'OTAN et les membres du Conseil de l'Atlantique se rendaient au Canada, les 28 et 29 octobre, où ils avaient une série d'entretiens sur le rôle du Canada au sein de l'OTAN et la politique de défense canadienne¹. Au début de décembre, le ministre canadien de la Défense s'envolait vers Bruxelles pour participer à des réunions de l'OTAN, l'une d'elles étant la séance inaugurale des ministres de la Défense du Conseil de partenariat euro-atlantique et du Conseil permanent mixte². Son collègue des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, assistait pour sa part, quelques jours plus tard, à Bruxelles aux réunions du Conseil de l'Atlantique Nord, de la Commission OTAN-Ukraine et du Conseil mixte permanent OTAN-Russie, puis se rendait à Copenhague pour une rencontre des ministres de l'OSCE³. On retiendra de ces discussions l'annonce du Canada de maintenir sa participation à la SFOR jusqu'en juin 1998⁴ et sa proposition de créer une unité, au sein de cette dernière, qui servirait exclusivement à appuyer le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie⁵. Le Canada soutenait d'ailleurs les efforts du Tribunal en offrant une aide additionnelle de 600 000 \$ pour financer l'exhumation de charniers et l'aménagement d'une salle d'audience supplémentaire. Cinq analystes de la Gendarmerie royale du Canada seront également affectés au Tribunal pour une période de six mois⁶. Un montant de 100 000 \$ sera aussi offert par le Canada pour le financement de la nouvelle Académie de police de Banja Luka en République serbe. Dans le cadre de l'OSCE, où le gouvernement canadien entend faire de la lutte contre la prolifération des armes légères une priorité, Ottawa a suggéré à l'Organisation d'élaborer, à l'instar de l'OEAC, une convention sur le trafic illégal des armes à feu (cf. section 3). Enfin, Ottawa affectera un conseiller en Croatie où l'OSCE tente d'élaborer un premier programme de police civile⁷.

2 — La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction

Le dossier de l'interdiction universelle des mines antipersonnel fit souvent la une de l'actualité durant les derniers mois de l'année 1997 puisqu'on

1. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 173*, 28 octobre 1997.

2. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, 28 novembre 1997.

3. MAECI, *Communiqué n° 206*, 11 décembre 1997.

4. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, 2 décembre 1997.

5. MAECI, *Déclaration n° 97/60*, 16 décembre 1997.

6. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 211*, 17 décembre 1997; *The Globe and Mail*, 18 décembre 1997, p. A6.

7. MAECI, *Déclaration n° 97/61*, 18 décembre 1997.

récolta presque quotidiennement le fruit du travail effectué depuis un an. D'intenses efforts diplomatiques de la part du Canada, doublés de l'attribution du prix Nobel de la paix à la Campagne internationale contre les mines terrestres et à sa coordinatrice, Mme Jody Williams, eurent un effet persuasif sur des pays qui hésitaient encore à signer le traité négocié à Oslo⁸. Durant les semaines précédant la cérémonie de signature, la liste des États s'engageant à entériner le traité s'allongeait de plusieurs pays dont l'Australie, le Japon, la Grèce et la Pologne. Les autorités canadiennes profitèrent de la tenue de rencontres multilatérales, de séjours officiels et de contacts bilatéraux pour tenter de rallier le plus grand nombre de participants. L'interdiction des mines antipersonnel a par exemple été discutée lors du Sommet du Commonwealth⁹, de celui de l'APEC¹⁰, de la visite de M. Chrétien en Russie¹¹ et du séjour du ministre Axworthy au Moyen-Orient¹². Le représentant spécial de M. Axworthy pour cette question, le sénateur Daniel Hays, a pour sa part effectué une tournée asiatique qui l'a conduit à Singapour, en Thaïlande, au Laos et au Japon¹³.

Près de 156 pays et 1500 délégués, sans compter les organisations non gouvernementales, se sont présentés à la Conférence de signature de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel qui s'est tenue à Ottawa du 2 au 4 décembre. Le Canada a été le premier des 122 pays à signer le traité, suivi par l'Afrique du Sud et la Norvège¹⁴. Le Premier ministre canadien a par la suite présenté l'instrument de ratification au dépositaire du traité, le Secrétaire général des Nations Unies, faisant ainsi officiellement du Canada le premier pays signataire. Un projet de loi canadien avait été déposé à cet effet en novembre et rapidement adopté à l'unanimité par la Chambre des communes¹⁵. Le Canada avait également détruit au préalable ses derniers stocks de mines antipersonnel lors d'une cérémonie spéciale, le 3 novembre, afin de se conformer à ses obligations à l'égard de la Convention¹⁶. Au moment de signer le traité, M. Chrétien a annoncé qu'Ottawa consacrerait la somme de 100 millions \$, répartie sur cinq ans, pour la réalisation des objectifs du traité en disant espérer que d'autres pays prendraient des engagements similaires¹⁷. Le traité, a-t-il dit, ne saurait « être le jouet de personne » et demeurera ouvert à tous¹⁸.

8. MAECI, *Communiqué n° 162*, 10 octobre 1997 ; *Le Devoir*, 1^{er} décembre 1997, p. A3 ; *The Globe and Mail*, 28 novembre 1997, p. A3 et 2 décembre 1997, p. A9A.

9. *Le Devoir*, 23 octobre 1997, p. A6 ; MAECI, *Déclaration n° 97/45*, 25 octobre 1997.

10. *The Globe and Mail*, 24 novembre 1997, p. A8 ; *Le Devoir*, 24 novembre 1997, p. A4.

11. *The Globe and Mail*, 22 octobre 1997, p. A11.

12. *The Globe and Mail*, 24 novembre 1997, pp. A1-A8.

13. *Reuters*, 4 novembre 1997.

14. *Le Devoir*, 3 décembre 1997, pp. A1-A8.

15. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 192*, 20 novembre 1997 et *Communiqué n° 199*, 28 novembre 1997 ; *Le Devoir*, 21 novembre 1997, p. A4.

16. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 novembre 1997 ; *Le Devoir*, 4 novembre 1997, pp. A1-A8 ; *The Globe and Mail*, 4 novembre 1997, p. A5.

17. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 décembre 1997 ; *The Globe and Mail*, 4 décembre 1997, p. A5 ; *Le Devoir*, 4 décembre 1997, pp. A1-A8.

18. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 3 décembre 1997 ; voir aussi *The Globe and Mail*, 5 décembre 1997, p. A4 ; MAECI, *Déclaration n° 97/47*, 3 novembre 1997.

Quant aux pays non signataires, le gouvernement canadien, ses partenaires étatiques et les organisations non gouvernementales continueront d'exercer une pression à leur endroit pour obtenir l'universalité du traité. Si l'absence de certains pays déçoit, leurs efforts de déminage ou leur décision de ne plus exporter des mines antipersonnel sont cependant perçus comme des signes encourageants¹⁹.

3 – Le micro-désarmement

C'est avec satisfaction et espoir que le Canada signait le 14 novembre, lors d'une assemblée spéciale de l'OEA à Washington, la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicite des armes à feu, munitions, explosifs et autres matières afférentes. Les autorités canadiennes, qui ont participé activement aux négociations pour élaborer cette convention qui s'inscrit dans leurs efforts de limiter l'emploi des armes légères, estiment que celle-ci favorisera la lutte contre le crime, le trafic de la drogue et le terrorisme. Après avoir signé le traité, le vice-premier ministre Herb Gray a dit espérer que cette convention constitue « le coup d'envoi d'un vaste mouvement pour l'interdiction des armes à feu semblable à celui contre les mines antipersonnel²⁰ ».

C — Les politiques économiques et commerciales

Le gouvernement canadien annonçait durant le trimestre une série de nouvelles mesures visant à rehausser les services de promotion commerciale. Par exemple, le nombre de délégués commerciaux affectés à l'extérieur du Canada sera accru de 30 % et une unité sera créée au MAECI pour répondre aux besoins d'exportation des petites et moyennes entreprises²¹. De plus, l'engagement du gouvernement à l'égard de la région de l'Asie-Pacifique se poursuivra et une stratégie d'investissement en Asie-Pacifique était lancée en octobre²². D'ailleurs, afin de concrétiser l'investissement étranger, le Canada fera valoir les résultats d'une étude réalisée par des experts-conseils internationaux qui conclut que les frais d'établissement globaux sont plus faibles au Canada qu'aux États-Unis et que dans cinq des principaux pays d'Europe²³.

D'autre part, le ministre du Commerce international accueillait favorablement en décembre la conclusion de l'accord de l'OMC sur les services financiers. M. Sergio Marchi a fait alors observer que cet accord représentait « un progrès capital pour le système commercial mondial²⁴ ». Le Canada a participé activement à ces négociations en déposant une offre bonifiée par

19. MAECI, *Communiqué n° 176*, 31 octobre 1997.

20. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 186*, 13 novembre 1997 ; *Le Soleil*, 15 novembre 1997, p. A25.

21. MAECI, *Communiqué n° 158*, 6 octobre 1997.

22. MAECI, *Déclaration n° 97/44*, 24 octobre 1997.

23. MAECI, *Communiqué n° 160*, 9 octobre 1997.

24. MAECI, *Communiqué n° 209*, 12 décembre 1997.

laquelle il s'engage notamment à permettre aux banques étrangères d'ouvrir directement des succursales sur son territoire.

D — Les politiques d'immigration

Comme il en a l'habitude chaque automne, le gouvernement déposait en octobre ses niveaux d'immigration pour l'année suivante²⁵. Ce nouveau plan d'immigration prévoit une fourchette globale de 200 000 à 250 000 personnes, ce qui représente une hausse de 5 000 immigrants par rapport au plan de 1997. De ce nombre, on espère accueillir quelque 127 900 personnes de la composante économique, 58 300 de la catégorie parents et 32 500 réfugiés. On apprenait également que le ministère a dépassé de 250 son objectif de réinstaller 7300 réfugiés pris en charge par le gouvernement en 1997²⁶. Quant au programme provisoire d'immigration des investisseurs, il sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1998²⁷. Par ailleurs, le gouvernement canadien décidait d'imposer à partir du 8 octobre un visa de visiteur pour les citoyens de la République tchèque se rendant au Canada. Cette décision fait suite à un afflux soudain de revendicateurs du statut de réfugié provenant de la minorité tzigane tchèque²⁸.

E — La politique canadienne étrangère et les droits de la personne

À quelques semaines de 1998, année marquant le 50^e anniversaire de la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le ministre des Affaires étrangères consacrait deux discours au thème des droits de la personne et de la politique étrangère canadienne²⁹. Réitérant les principes qui sous-tendent l'approche canadienne dans ce domaine, à savoir la participation de la population civile, l'application de toute une panoplie de leviers de politique étrangère et une évaluation au cas par cas, le ministre a annoncé le parrainage de conférences sur les droits de la personne et Internet, ainsi que la publication d'un prototype de rapport annuel sur l'état des droits de la personne dans le monde. M. Axworthy s'est également dit satisfait des récentes initiatives bilatérales du Canada avec Cuba, la Chine et l'Indonésie, notamment l'engagement de la Chine de signer le Pacte international des Nations Unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

25. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué n° 97-39*, 23 octobre 1997, *Déclaration*, 23 octobre 1997 et *Plan en matière d'immigration pour 1998: Un Canada plus fort*, 8 p.; *Le Devoir*, 24 octobre 1997, p. A5; *The Globe and Mail*, 24 octobre 1997, p. A4.

26. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué n° 97-51*, 17 décembre 1997.

27. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué n° 97-50*, 15 décembre 1997.

28. Citoyenneté et Immigration, *Communiqué n° 97-38*, 7 octobre 1997; *Le Devoir*, 9 octobre 1997, p. A2.

29. MAECI, *Déclaration n° 97/42*, 16 octobre 1997 et *Déclaration n° 97/49*, 6 novembre 1997.

F — Organisations et réunions internationales

1 – Le Commonwealth

Le Royaume-Uni recevait la conférence bisannuelle des chefs de gouvernement du 24 au 27 octobre à Édimbourg. Précédé par une réunion du Groupe d'action ministériel du Commonwealth, le sommet était marqué par le retour des îles Fidji au sein de l'Organisation et par les débats sur le renforcement des sanctions contre le régime militaire du Nigeria³⁰. Malgré les pressions des organisations non gouvernementales, l'idée de l'expulsion du Nigeria du Commonwealth était de nouveau repoussée, les participants préférant brandir la menace de nouvelles sanctions si la promesse de restaurer le pouvoir aux civils d'ici un an n'est pas tenue. Le gouvernement canadien s'est dit satisfait de cette prise de position et heureux d'avoir réussi à faire progresser le dossier des mines terrestres en convaincant une demi-douzaine de pays de signer le traité d'Ottawa³¹. Le Canada a également fait du dossier de la création d'un tribunal permanent pour les crimes de guerre une priorité et a discuté de ce projet avec ses partenaires. Enfin, le Sommet du Commonwealth de cette année a également opté pour la première fois pour un thème d'ensemble d'ordre économique alors qu'une Déclaration économique consacrée à la libéralisation des échanges et à l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial a été adoptée.

2 – La Francophonie

Accompagné du leader du gouvernement à la Chambre des communes, M. Don Boudria, et de la ministre responsable de la Francophonie, Mme Diane Marleau, le premier ministre Chrétien participait du 14 au 16 novembre à Hanoi, au Viêt-nam, à la 7^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun le français en partage³². Ce Sommet a renforcé les bases de la Francophonie multilatérale grâce à d'importantes décisions parmi lesquelles l'approbation de la Charte de la Francophonie, l'adoption du Plan d'action, l'élection d'un premier Secrétaire général en la personne de M. Boutros Boutros-Ghali et l'admission de nouveaux membres et observateurs³³. Le Canada a aussi été officiellement désigné pour accueillir le Sommet de 1999. Parmi les autres annonces, retenons une contribution canadienne de 300 000 \$ au programme de gestion de la dette, une aide de 100 000 \$ aux victimes du typhon Linda qui a ravagé le sud du Viêt-nam, l'octroi de 6,7 millions \$ pour appuyer les voies navigables intérieures vietnamiennes et

30. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 14 octobre 1997; MAECI, *Communiqué n° 169*, 22 octobre 1997; *Le Devoir*, 23 octobre 1997, p. A7 et 25-26 octobre 1997, p. A10; *The Globe and Mail*, 24 octobre 1997, p. A13 et 25 octobre 1997, p. A9.

31. *The Globe and Mail*, 27 août 1997, pp. A1-A8 et 28 octobre 1997, p. A11; *Le Devoir*, 27 octobre 1997, p. A9 et 28 octobre 1997, p. A4.

32. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 novembre 1997 et *Discours*, 14 novembre 1997.

33. Voir *Lettre de la Francophonie*, n° 106, novembre-décembre 1997, pp. 5-6.

la création d'un programme canadien de formation à l'Internet pour les pays francophones en développement³⁴. Le Sommet a également permis à M. Chrétien de tenir plusieurs rencontres bilatérales principalement consacrées à des discussions entourant certains irritants économiques spécifiques et le dossier de mines antipersonnel³⁵.

3 – Le Sommet de l'APEC

La ville de Vancouver, en Colombie-Britannique, était l'hôte de la réunion des dirigeants économiques du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Le Premier ministre canadien accueillait les dirigeants des dix-sept autres économies du bassin du Pacifique les 24 et 25 novembre tandis qu'une réunion des ministres de l'APEC responsables du Commerce et des Affaires étrangères avait lieu les 21 et 22 novembre³⁶. Le Canada s'était notamment fixé pour objectif la promotion d'un mécanisme de libéralisation volontaire accélérée qui s'ajouterait à celui des plans d'action individuels que suivent chacun des membres pour parvenir à une ouverture des marchés entre 2010 et 2020³⁷. Le Canada s'employa dans ce domaine à faire appliquer une baisse accélérée des tarifs douaniers dans les secteurs des produits et services environnementaux, des produits forestiers et du poisson. Au total, 15 secteurs ont été retenus et neuf d'entre eux seront libéralisés d'ici 1999. Les dirigeants ont aussi convenu d'harmoniser les formalités douanières d'ici l'an 2000, de mettre en œuvre un programme d'action pour la viabilité des villes, de créer une fondation de l'APEC pour l'éducation et de tenir une réunion ministérielle sur les femmes en 1998 à Manille. Un protocole sur le partage des risques et le partenariat a également été signé afin de coordonner les efforts des agences de crédit, des établissements de financement des exportations et des économies membres de l'APEC³⁸. Le Premier ministre canadien s'est réjoui des résultats obtenus lors de cette conférence qualifiée de fructueuse à bien des égards.

L'ordre du jour principal de discussion a toutefois été bousculé quelque peu par l'ampleur des turbulences monétaires et boursières qui agitaient plusieurs pays asiatiques. Les dirigeants de l'APEC ont notamment fait le suivi des discussions engagées à Manille, quelques jours auparavant, pour favoriser la stabilité financière de la région, mais l'idée d'un fonds de secours indépendant du FMI était repoussée par plusieurs pays dont le Canada³⁹. Devant la tentation d'un retour au protectionnisme, le Premier ministre canadien invitait

34. MAECI, *Communiqué n° 216*, 19 décembre 1997; ACDI, *Communiqué n° 97-95*, 13 novembre 1997; ACDI, *Communiqué n° 97-94*, 12 novembre 1997 et ACDI, *Communiqué n° 97-96*, 13 novembre 1997.

35. *The Globe and Mail*, 15 novembre 1997, p. A8 et 17 novembre 1997, p. A9; *Le Devoir*, 15-16 novembre 1997, p. A8.

36. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 7 novembre 1997.

37. *The Globe and Mail*, 25 octobre 1997, p. B2 et 19 novembre 1997, p. D5.

38. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 195*, 21 novembre 1997.

39. *The Globe and Mail*, 8 novembre 1997, p. B7, 19 novembre 1997, pp. B1-B8 et 24 novembre 1997, pp. B1-B10.

d'ailleurs l'APEC à poursuivre ses efforts d'ouverture économique⁴⁰. Pour sa part, le ministre canadien des Affaires étrangères demandait à l'APEC de devenir un forum économique qui engloberait des discussions sur les droits humains et l'environnement⁴¹. Notons enfin que les organisations opposées en tout ou en partie aux projets de l'APEC ou à la politique de certains membres ont manifesté à plusieurs reprises durant la tenue du Sommet⁴².

4 – Le Sommet de Kyoto

Le Canada participa à la troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tenait à Kyoto, au Japon, du 1^{er} au 10 décembre. La position canadienne ne fut rendue publique que tardivement, la question des cibles et des échéanciers divisant le Cabinet fédéral et les provinces⁴³. Ce n'est que le 1^{er} décembre que le Canada annonça qu'il réduirait d'ici 2010 les émissions de gaz à effet de serre à 3 % sous les niveaux de 1990 et d'un autre 5 % pour 2015. Cet objectif intermédiaire entre la position des États-Unis et celle de l'Union Européenne reporterait de 10 ans l'engagement pris par le Canada à Rio en 1992 mais pourrait permettre, espéraient les autorités canadiennes, de trouver un terrain d'entente à Kyoto⁴⁴.

La conférence proprement dite a été dominée par de très durs affrontements entre pays développés et en voie de développement. Deux sujets ont causé des débats animés : la liste des gaz à effet de serre à inclure dans le traité et le système d'échanges de permis d'émissions de gaz à effet de serre entre pays pollueurs et moins pollueurs⁴⁵. Le compromis final accepté par les participants établit une baisse collective de 5,2 % d'ici 2012 des émissions des pays développés, ce qui équivaut à une réduction de 6 % pour un pays comme le Canada⁴⁶. Le gouvernement canadien entreprendra dans les prochains mois une vaste consultation des intervenants publics et privés ainsi qu'une révision de ses programmes nationaux pour tenter de se conformer à cet engagement international.

40. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 novembre 1997 ; *The Globe and Mail*, 22 novembre 1997, pp. A1-A3 ; *Agence France Presse*, 22 novembre 1997.

41. *The Globe and Mail*, 24 novembre 1997, pp. A1-A9, 25 novembre 1997, p. A22 et 26 novembre 1997, p. A8.

42. *The Globe and Mail*, 19 novembre 1997, p. A8 et 21 novembre 1997, pp. A1-A4.

43. *The Globe and Mail*, 23 octobre 1997, p. A9, 28 octobre 1997, pp. A1-A4, 4 novembre 1997, pp. A1-A5, 28 novembre 1997, pp. A1-A8 ; *Le Devoir*, 29 octobre 1997, pp. A1-A10, 4 novembre 1997, p. A8, 21 novembre 1997, p. A6.

44. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 1^{er} décembre 1997 ; *Le Devoir*, 2 décembre 1997, p. A4 ; *The Globe and Mail*, 2 décembre 1997, pp. A1-A10.

45. *Le Devoir*, 3 décembre 1997, p. A5, 8 décembre 1997, p. A2 et 9 décembre 1997, p. A4 ; *The Globe and Mail*, 6 décembre 1997, pp. A1-A10, 8 décembre 1997, pp. A1-A11 et 10 décembre 1997, p. A12.

46. Nations Unies, *Communiqué*, 11 décembre 1997 ; *The Globe and Mail*, 11 décembre 1997, pp. A1-A12.

G — Le Canada et les États-Unis

1 — Questions politiques

Tout au long du trimestre, le Canada tenta d'infléchir la position des États-Unis qui refusaient de signer, pour des raisons de sécurité nationale, le traité sur l'interdiction des mines antipersonnel. Des rencontres à l'ONU entre M. Axworthy et son homologue américaine, Mme Madeleine Albright⁴⁷, et à Vancouver, en marge du Sommet de l'APEC, entre M. Chrétien et le président Clinton ne permirent pas de faire évoluer cette position. Le Canada continuera néanmoins, selon l'expression de son Premier ministre, d'exercer une « pression modérée » sur son voisin⁴⁸. Le dossier du saumon du Pacifique ne connut pas non plus de développements majeurs en dépit de nouvelles discussions de haut niveau. Le ministre des Pêches et des Océans, M. David Anderson, s'est encore une fois rendu aux États-Unis pour tenter d'obtenir l'appui des politiciens et des groupes environnementalistes⁴⁹.

2 — Autres questions

Dans le cadre de la révision de la législation canadienne sur l'immigration qui l'a amenée dans plusieurs pays, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Mme Lucienne Robillard, était de passage aux États-Unis, les 13 et 14 novembre, pour se familiariser avec l'approche américaine en matière d'immigration⁵⁰. Par ailleurs, le Canada se réjouissait, ce trimestre, de voir les États-Unis repousser l'application d'une nouvelle loi qui aurait rendu obligatoire l'enregistrement de chaque Canadien traversant la frontière canado-américaine⁵¹. Enfin, le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, se rendait lui aussi aux États-Unis où il dirigea, du 12 au 14 novembre, une mission commerciale composée de 120 femmes d'affaires⁵². Cette mission nouveau genre s'est conclue par la signature de plusieurs accords commerciaux et la décision de tenir en 1999 un sommet pour les femmes impliquées dans le commerce.

H — Le Canada et l'espace européen

1 — La visite du ministre du Commerce international en Europe

Du 8 au 10 décembre, M. Sergio Marchi, le ministre du Commerce international, visitait le Royaume-Uni pour promouvoir l'investissement au

47. *Le Devoir*, 3 octobre 1997, p. A5.

48. *Le Devoir*, 24 novembre 1997, p. A4; *The Globe and Mail*, 24 novembre 1997, p. A8.

49. *The Globe and Mail*, 4 décembre 1997, p. A3; voir aussi *The Globe and Mail*, 22 octobre 1997, pp. A1-A3 et 24 novembre 1997, p. A8.

50. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué n° 97-43*, 12 novembre 1997.

51. *Le Devoir*, 14 novembre 1997, p. A1.

52. MAECI, *Communiqué n° 180*, 6 novembre 1997, *Communiqué n° 197*, 13 novembre 1997, *Déclaration n° 97/50*, 13 novembre 1997 et *Déclaration n° 97/51*, 13 novembre 1997.

Canada, la Suisse pour stimuler le resserrement de la coopération et le siège de l'OMC pour discuter des initiatives de libéralisation du commerce⁵³. Lors de ce voyage, un arrangement de coopération commerciale et économique a été signé entre la Suisse et le Canada⁵⁴. Un arrangement similaire avait été conclu avec la Norvège la semaine auparavant témoignant ainsi de l'accroissement des rapports économiques canadiens avec l'Europe⁵⁵. Le projet de libre-échange transatlantique a été abordé de même que celui des négociations pour un accord de libre-échange entre le Canada et les pays de la zone européenne de libre-échange, à savoir la Norvège, la Suisse, l'Islande et le Liechtenstein.

2 – L'Allemagne

M. Klaus Kinkel, le ministre allemand des Affaires étrangères, était de passage au Canada le 4 novembre. Il rencontra son homologue canadien pour discuter d'un large éventail de sujets sur plusieurs desquels les deux pays partagent une communauté de vues. Parmi ceux-ci, notons les situations en Bosnie et en Irak ainsi que l'élimination des mines antipersonnel. M. Kinkel a par la suite présidé à Montréal l'inauguration du Centre canadien d'études allemandes et européennes⁵⁶.

3 – La Bosnie

En octobre, le Canada envoyait des médicaments, des vaccins et des fournitures médicales pour une valeur de 2 millions \$ en Bosnie-Herzégovine⁵⁷. Retenons également de ce trimestre, le retour au Canada en novembre, à leur base d'attache, de 111 militaires canadiens et de six avions CF-18 après un service de trois mois au sein de la SFOR⁵⁸. Depuis leur première mission opérationnelle en août, l'élément aérien des Forces canadiennes a effectué 261 sorties dans le cadre de ses opérations avec l'OTAN en Bosnie.

4 – Russie

Avant de se rendre au Sommet du Commonwealth, le premier ministre Chrétien effectuait une visite officielle en Russie du 18 au 22 octobre. Des rencontres à Moscou et St-Petersbourg lui permettaient de s'entretenir avec le président Boris Eltsine, le premier ministre Victor Tchernomyrdine et d'autres personnalités de sujets où ont prédominé le dossier des mines antipersonnel et les relations économiques entre les deux pays. M. Chrétien s'est réjoui de l'engagement de la Russie de signer à court terme la convention internationale sur les mines⁵⁹. Au cours de ce voyage, le Premier ministre canadien a

53. MAECI, *Communiqué n° 202*, 5 décembre 1997 et *Déclaration n° 97/59*, 8 décembre 1997.

54. MAECI, *Communiqué n° 203*, 9 décembre 1997.

55. MAECI, *Communiqué n° 201*, 3 décembre 1997.

56. MAECI, *Communiqué n° 177*, 3 novembre 1997 ; *Le Devoir*, 5 novembre 1997, p. A4.

57. ACDI, *Communiqué n° 97-82*, 10 octobre 1997.

58. Défense nationale, *Communiqué*, 14 novembre 1997.

59. *Le Devoir*, 20 octobre 1997, pp. A1-A10 ; *The Globe and Mail*, 20 octobre 1997, pp. A1-A9.

également fait l'annonce d'un financement aux initiatives de formation et aux bourses d'études universitaires en faveur de la Russie et assisté à la signature d'un traité d'entraide juridique en matière criminelle et d'un protocole d'entente sur la coopération touchant les autochtones et la mise en valeur du Nord⁶⁰. Sur le plan économique, plusieurs projets ont été discutés allant du développement d'une liaison maritime avec des ports du nord de la Russie à la vente d'un réacteur nucléaire CANDU⁶¹.

Notons par ailleurs que le resserrement des échanges économiques entre la Russie et le Canada avait été l'objet principal de la visite au Canada du vice-premier ministre de la Fédération de Russie, M. Valéry Serov, les 9 et 10 octobre⁶². La 3^e Commission économique intergouvernementale Canada-Russie s'était alors déroulée, plusieurs contrats commerciaux entre gens d'affaires avaient été signés et de nombreuses mesures destinées à accroître les échanges bilatéraux d'ici l'an 2000 annoncées⁶³.

5 – L'Union européenne

Le 2^e Sommet transatlantique Canada-Union européenne, qui se tenait le 4 décembre, permettait aux hauts dirigeants canadiens et européens, réunis à Ottawa en marge de la Conférence sur les mines terrestres, d'évaluer les progrès réalisés dans la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires et la libéralisation des échanges commerciaux. La signature d'un accord sur la coopération douanière et l'assistance mutuelle en matière douanière a également marqué ce bref sommet qui s'inscrit dans la foulée des rencontres institutionnalisées entre le Canada et l'UE⁶⁴.

Par ailleurs, le Canada et l'UE signaient à Bruxelles, le 15 décembre, l'Accord sur les normes internationales de piégeage sans cruauté. La signature de la Russie est attendue pour le début de l'année 1998⁶⁵.

I — Le Canada et l'Amérique latine

1 – Rencontres bilatérales et multilatérales

En octobre, le Canada accueillait du 20 au 22, la ministre des Affaires étrangères et le ministre du Commerce extérieur de la Colombie puis du 29 au 31⁶⁶, le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay⁶⁷. Dans ce dernier cas, il s'agissait notamment de discuter d'un nouvel accord de promotion des inves-

60. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 octobre 1997 (deux communiqués).

61. *The Globe and Mail*, 21 octobre 1997, pp. A1-A10.

62. MAECI, *Communiqué n° 161*, 9 octobre 1997 et *Déclaration n° 97/40*, 10 octobre 1997.

63. MAECI, *Communiqué n° 164*, 10 octobre 1997.

64. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 1^{er} décembre 1997.

65. MAECI, *Communiqué n° 210*, 15 décembre 1997; *Le Devoir*, 16 décembre 1997, p. A2.

66. MAECI, *Communiqué n° 167*, 20 octobre 1997.

67. MAECI, *Communiqué n° 174*, 24 octobre 1997.

tissements étrangers et de l'avenir du Mercosur. La visite du ministre des Affaires étrangères péruvien au Canada a pour sa part été annulée.

En novembre, le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, s'est rendu du 6 au 13 au Pérou et en Colombie⁶⁸, puis, le 20, au siège de l'OEA (Organisation des États américains)⁶⁹. À quelques mois du prochain Sommet des Amériques, ces visites et rencontres étaient destinées à discuter des approches communes du développement et des questions sociales ainsi que de commerce et d'investissement. Le trafic des armes illicites et les mines antipersonnel ont également constitué d'importants sujets de discussions.

2 – Haïti

Peu avant l'expiration de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH), le Conseil de sécurité de l'ONU décidait de retirer les contingents canadiens et pakistanais qui la formaient pour la remplacer par une mission plus restreinte appelée Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH). Celle-ci forte d'un mandat d'un an, sera composée d'un maximum de 300 policiers civils à laquelle le Canada prêtera 24 policiers et six véhicules de transport⁷⁰. Ceci s'ajoute à l'assistance technique canadienne fournie à la Police nationale haïtienne dans le cadre du programme d'aide bilatérale. La plupart des 600 membres des Forces armées affectés à la MITNUH rentraient au Canada au début de décembre.

J — Le Canada et le Moyen-Orient

1 – Le séjour du ministre Axworthy au Moyen-Orient

M. Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, effectuait du 9 au 16 novembre une tournée au Moyen-Orient qui le conduisait en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans la région de Cisjordanie et de Gaza⁷¹. M. Axworthy assistait par la suite à la 4^e Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique qui se tenait à Doha, au Qatar. L'avenir du processus de paix au Moyen-Orient et l'interdiction des mines antipersonnel ont constitué deux des principaux sujets de discussion. Plusieurs pays visités dont Israël, l'Égypte et la Syrie ont confirmé leur intention de ne pas signer la Convention sur les mines, mais ont accepté de dépêcher à Ottawa des observateurs ou de collaborer avec le Canada à des projets de déminage⁷². Le ministre canadien s'est dit « profondément inquiet » à l'égard des perspectives de paix⁷³. Le refus de certains pays de participer à la Conférence économique de

68. MAECI, *Communiqué n° 179*, 5 novembre 1997.

69. MAECI, *Communiqué n° 191*, 19 novembre 1997; OEA, *Communiqué*, 20 novembre 1997.

70. MAECI, *Communiqué n° 200*, 28 novembre 1997; *The Globe and Mail*, 29 novembre 1997, p. A9; *Le Devoir*, 29-30 novembre 1997, p. A9.

71. MAECI, *Communiqué n° 178*, 3 novembre 1997.

72. *The Globe and Mail*, 24 novembre 1997, pp. A1-A8 et 8 novembre 1997, p. A10.

73. MAECI, *Déclaration n° 97/53*, 16 novembre 1997.

Doha traduirait selon lui l'inquiétude de leurs dirigeants devant le processus de paix⁷⁴. Le problème des réfugiés préoccupe particulièrement le Canada qui versera 1 million \$ à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient⁷⁵. Le ministre a également qualifié « d'inacceptable » la conduite du gouvernement de l'Iraq, dont les affrontements avec la Commission spéciale de l'ONU jettent une ombre de plus sur la stabilité politique de cette région⁷⁶.

Sur le plan bilatéral, le séjour de M. Axworthy a permis d'aborder plusieurs dossiers. Le Canada a notamment fait le point sur le dossier de l'utilisation de passeports canadiens par les services secrets israéliens. Rappelons qu'en octobre l'ambassadeur canadien en Israël, M David Berger, avait été rappelé au pays après que deux agents israéliens possédant de faux passeports canadiens ont été arrêtés en Jordanie pour une tentative d'assassinat contre un leader du mouvement islamiste. Le ministre israélien des Affaires étrangères, M David Levy, assura de nouveau son homologue canadien que des mesures avaient été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise⁷⁷.

K — Le Canada et l'Afrique

1 — L'aide humanitaire et au développement

Parmi les initiatives financées par l'ACDI ce trimestre en Afrique, notons une contribution de 250 000 \$ au Comité international de la Croix-Rouge pour les victimes d'inondation en Somalie⁷⁸, un versement de 5 millions \$ sous forme d'aide alimentaire d'urgence à l'Éthiopie⁷⁹ ainsi que le financement de plusieurs projets de développement gérés par des organisations non gouvernementales ou des universités⁸⁰. L'ACDI fournissait aussi 1 million \$ au Fonds du Programme de développement des Nations Unies pour la tenue d'élections municipales au Mozambique⁸¹. Soulignons enfin que la ministre de la Coopération internationale, Mme Diane Marleau, était nommée à l'un des six postes de coprésident de la Coalition mondiale pour l'Afrique lors d'une réunion de cette organisation tenue à Maputo (Mozambique) du 31 octobre au

74. Voir *The Globe and Mail*, 15 novembre 1997, p. A9.

75. MAECI, *Communiqué n° 185*, 13 novembre 1997; *The Globe and Mail*, 14 novembre 1997, p. A10.

76. MAECI, *Déclaration n° 97/53*, 16 novembre 1997; *The Globe and Mail*, 11 novembre 1997, p. A11.

77. *Le Devoir*, 12 novembre 1997, p. A6, 11-12 octobre 1997, pp. A1-A12 et 3 octobre 1997, pp. A1-A12; *The Globe and Mail*, 13 octobre 1997, p. A10, 12 novembre 1997, pp. A1-A10, 11 octobre 1997, p. A10 et 3 octobre 1997, pp. A1-A11.

78. ACDI, *Communiqué n° 97-100*, 24 novembre 1997.

79. ACDI, *Communiqué n° 97-102*, 9 décembre 1997.

80. ACDI, *Communiqué n° 97-104*, 11 décembre 1997, *Communiqué n° 97-83*, 14 octobre 1997 et *Communiqué n° 97-84*, 14 octobre 1997.

81. ACDI, *Communiqué n° 97-91*, 2 novembre 1997.

2 novembre⁸². Cette nomination permettra au Canada de suivre d'encore plus près les progrès du développement économique et social en Afrique.

L — Le Canada et l'Asie

1 — La mission en Asie du secrétaire d'État

Le secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, Raymond Chan, effectuait du 10 au 17 octobre une mission commerciale en Chine, à Hong Kong et au Japon⁸³. Il participait d'abord à la foire commerciale internationale de Liaoning, à Dalian, dans le nord-est de la Chine, puis rencontrait à Hong Kong les dirigeants politiques pour discuter notamment de l'évolution de la démocratie sur l'île depuis la rétrocession à la Chine. Il se rendit par la suite au Japon pour assister à la réunion annuelle du Kansai-Canada West Business Forum (KCWBF).

2 — La Chine

Sa participation au Sommet de l'APEC terminée, le Président chinois profitait de son séjour au Canada pour effectuer, du 26 au 29 novembre, sa première visite officielle au pays⁸⁴. Le président Jiang Zemin accompagné de gens d'affaires participait notamment à la réunion annuelle du Conseil commercial Canada-Chine. Une cérémonie de signature permettait d'officialiser une douzaine d'ententes commerciales évaluées à 2,3 \$ milliards, trois accords bilatéraux dans les domaines des affaires consulaires et du tourisme et un nouvel accord aérien. On apprenait alors que le Canada accroîtra le nombre de ses délégués commerciaux en Chine ainsi que le nombre des missions canadiennes. Un consulat canadien sera ouvert à Chongqing tandis que la Chine en établira un à Calgary. Pour sa part, le bureau commercial canadien de Guangzhou sera transformé en consulat général.

La délicate question de la situation des droits de la personne en Chine a par ailleurs été discutée entre MM. Jiang et Chrétien⁸⁵. La Chine et le Canada présideront un colloque international sur cette question l'an prochain. Cet événement s'inscrit dans la foulée des discussions que les dirigeants et hauts fonctionnaires tiennent sur une base bilatérale depuis quelques mois. Enfin, le premier ministre Chrétien a réitéré à son homologue l'offre d'accueillir au Canada treize dissidents politiques actuellement détenus par les autorités chinoises⁸⁶.

82. ACDI, *Communiqué n° 97-92*, 4 novembre 1997.

83. MAECI, *Communiqué n° 165*, 10 octobre 1997; *Jiji Press Ticker Service*, 16 octobre 1997; *South China Morning Post*, 15 octobre 1997.

84. MAECI, *Communiqué n° 198*, 27 novembre 1997 et *Déclaration n° 97/58*, 27 novembre 1997; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 28 novembre 1997.

85. *The Globe and Mail*, 28 novembre 1997, pp. A1-A10; *Le Devoir*, 29-30 novembre 1997, p. A2.

86. *The Globe and Mail*, 29 novembre 1997, pp. A1-A7.

3 – L'Indonésie

Le forum consultatif créé en juillet dernier par l'Indonésie et le Canada donnait ses premiers fruits ce trimestre. En octobre, les deux gouvernements tenaient à Djakarta un colloque consacré aux droits de la personne⁸⁷ tandis qu'en novembre le Canada dépêchait du matériel médical et des spécialistes pour évaluer l'état de santé d'un leader syndical incarcéré en Indonésie⁸⁸.

4 – Le Japon

Au lendemain du Sommet de l'APEC, le Premier ministre japonais effectuait les 26 et 27 novembre une visite officielle au Canada⁸⁹. Il s'agissait de la première visite d'un Premier ministre de ce pays depuis 1989. M. Raytaro Hashimoto discutait avec M. Chrétien d'un éventail de sujets allant du Sommet de Kyoto sur les changements climatiques au dossier des mines anti-personnel. M. Hashimoto a alors confirmé que son pays signerait, après plusieurs mois d'hésitation, le traité d'Ottawa et qu'il offrira 80 millions de dollars us pour le déminage et l'aide aux victimes. En outre, le Japon accueillera une conférence internationale sur l'évolution des opérations de déminage en mai 1998.

5 – Les Philippines

À l'issue du Sommet de l'APEC, le Président des Philippines, M. Fidel Ramos, dirigeait une délégation d'une cinquantaine de gens d'affaires qui visitait Toronto, Montréal, Ottawa et Winnipeg du 27 au 30 novembre⁹⁰. Rencontres ministérielles, séminaires et signatures de contrats ponctuaient cette visite qui se voulait un complément à la mission d'Équipe Canada aux Philippines en janvier 1997. Vingt-six ententes commerciales totalisant 1,969 milliard de dollars ont été signées lors de cette mission.

6 – Singapour

En marge du Sommet de l'APEC, le ministre du Commerce et de l'Industrie de Singapour, M. Lee Yock Suan, signait avec son homologue canadien un protocole d'entente de coopération dans le domaine de la technologie de l'information et des télécommunications⁹¹. Cette entente a été décrite comme une étape importante dans le renforcement des relations stratégiques entre les

87. MAECI, *Communiqué n° 172*, 28 octobre 1997.

88. MAECI, *Communiqué n° 196*, 23 novembre 1997.

89. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 20 novembre 1997; *The Globe and Mail*, 28 novembre 1997, p. A3; *Le Devoir*, 28 novembre 1997, p. A6; *Japan Policy & Politics*, December 1 1997; *Agence France Presse*, 27 novembre 1997.

90. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 21 novembre 1997 et 29 novembre 1997; *Canada News Wire*, 28 novembre 1997.

91. MAECI, *Communiqué n° 194*, 21 novembre 1997.

deux pays. Les ministres ont aussi été témoins de la signature de treize accords d'une valeur estimée à 150 millions \$.

7 – L'aide humanitaire et au développement

En octobre, l'ACDI appuyait par une subvention de 5 millions \$ un programme de gestion urbaine au Viêt-nam ainsi qu'un programme communautaire de protection de l'environnement⁹². Ce dernier programme évalué à 4,4 millions \$ inclut également la Chine. Une contribution de 2,9 millions \$ était de plus accordée pour des projets de gestion des décharges et du recyclage des déchets en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie⁹³. Enfin, l'ACDI dépêchait du personnel et de l'équipement en Indonésie pour aider ce pays à lutter contre d'importants feux ravageant son territoire⁹⁴.

M — Chronologie thématique*

Le Canada et l'UNESCO

22 au 25 octobre :

La ministre du Patrimoine canadien, Mme Sheila Copps, dirige la délégation du Canada à la 29^e Conférence générale de l'UNESCO qui se tient à Paris. Le Canada est élu au Comité exécutif de cet organisme durant cette rencontre. (MAECI, *Communiqué n° 171*, 23 octobre 1997 et *Communiqué n° 183*, 7 novembre 1997)

Le travail des enfants

27 au 30 octobre :

La ministre de la Coopération internationale, Mme Diane Marleau, participe à Oslo, en Norvège, à la Conférence internationale sur le travail des enfants. Le Canada appuie le Forum parallèle sur les enfants qui a lieu en même temps que la Conférence d'Oslo et alloue un montant de 20 000 \$ à cette activité. (ACDI, *Communiqué n° 97-89*, 24 octobre 1997)

Le Canada et le terrorisme

17 novembre :

Par voie de communiqué, le Premier ministre canadien exprime son horreur à l'annonce de l'attentat perpétré contre des touristes visitant la région de Louxor, en Égypte. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 novembre 1997)

92. ACDI, *Communiqué n° 97-85*, 20 octobre 1997 et *Communiqué n° 97-87*, 24 octobre 1997.

93. ACDI, *Communiqué n° 97-93*, 7 novembre 1997.

94. ACDI, *Communiqué n° 97-86*, 21 octobre 1997.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Le réacteur nucléaire de Tchernobyl

20 novembre :

Au cours d'une réunion à New York réunissant les donateurs fournissant des fonds pour la réparation du sarcophage de la centrale nucléaire de Tchernobyl, le Canada s'engage à verser 28 millions \$. (ACDI, *Communiqué n° 97-98*, 20 novembre 1997)

Ententes, accords et traités internationaux

4 décembre : Le projet de loi visant à permettre au Canada de ratifier l'Accord de pêche des Nations Unies sur la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants est déposé à la Chambre des communes. (Pêches et Océans Canada, *Communiqué*, 4 décembre 1997)

17 décembre : Le ministre du Développement des ressources humaines, M. Pierre Pettigrew, signe à Paris la Convention de l'OCDE contre la corruption. (MAECI, *Communiqué n° 214*, 18 décembre 1997)

Nominations diplomatiques et représentations internationales

10 et 11 octobre : Le Canada participe à titre d'observateur officiel au 2^e sommet du Conseil de l'Europe (MAECI, *Communiqué n° 163*, 10 octobre 1997)

29 octobre : M. Stanley Gooch remplace à titre d'ambassadeur au Mexique M. Marc Perron. (MAECI, *Communiqué no 175*, 29 octobre 1997)

7 novembre : M. Marc Lemieux est nommé ambassadeur itinérant pour l'Afrique centrale. M. Duane Van Beselaere est nommé haut-commissaire en Barbade avec accréditation simultanée auprès d'Antigua-et-Barbuda et de St-Vincent-et-les-Grenadines tandis que M. Peter Walker devient haut-commissaire en Inde avec accréditation simultanée d'ambassadeur au Népal. (MAECI, *Communiqué n° 182*, 7 novembre 1997)

14 novembre : On apprend l'élection de la Canadienne Sheila Batchelor au poste de présidente de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. (MAECI, *Communiqué n° 188*, 14 novembre 1997)

25 novembre : M. Leonard Edwards est désigné ambassadeur au Japon. (MAECI, *Communiqué n° 197*, 25 novembre 1997)

II – Les relations extérieures du Québec

(octobre à décembre 1997)

A — Aperçu général

Les voyages à l'étranger du Premier ministre québécois retenaient encore l'attention, ce trimestre. M. Bouchard effectuait un long séjour en Asie en faisant suivre sa mission économique en Chine d'une participation au Sommet de la Francophonie de Hanoi au Viêt-Nam. Il s'agissait du deuxième voyage en